

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ville de Baie-Comeau | 96020 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeanie Caron, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date 9 mai 2022

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la  
**Ville de Baie-Comeau,**

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de sa dette nette consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observation - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états consolidés**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états consolidés.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

*Mallette S.E.N.C.R.L.*

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Baie-Comeau, Canada  
Le 9 mai 2022  
CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128584

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<b>Réalisations</b>	
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	47 713 005	46 942 224
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 144 428	3 143 644
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 613 306	5 039 777
Services rendus	5	21 536 910	22 395 268
Imposition de droits	6	1 089 550	525 635
Amendes et pénalités	7	685 032	543 884
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	553 478	418 742
Autres revenus	10	374 534	(820)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	80 710 243	79 008 354
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	9 437 088	9 319 883
Sécurité publique	15	6 722 536	6 326 356
Transport	16	11 819 927	11 269 131
Hygiène du milieu	17	12 989 153	11 860 511
Santé et bien-être	18	386 000	368 280
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 672 362	5 037 009
Loisirs et culture	20	10 141 560	9 841 853
Réseau d'électricité	21	15 869 208	16 769 355
Frais de financement	22	3 080 883	3 639 515
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	76 118 717	74 431 893
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	4 591 526	4 576 461
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	150 056 639	145 480 178
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	150 056 639	145 480 178
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	154 648 165	150 056 639

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	22 959 658	19 172 302
Débiteurs (note 5)	2	36 959 184	37 745 692
Prêts (note 6)	3	322 291	332 291
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 137 582	1 359 411
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	100 000	100 000
	8	62 478 715	58 709 696
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 511 265	9 036 348
Revenus reportés (note 12)	12	960 721	956 139
Dette à long terme (note 13)	13	88 843 425	97 157 770
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 567 700	7 158 500
Autres passifs (note 14)	15	1 171 855	1 038 102
	16	108 054 966	115 346 859
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(45 576 251)	(56 637 163)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	196 125 530	202 276 380
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 997 443	2 271 209
Stocks de fournitures	20	1 462 608	1 589 210
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	638 835	557 003
	23	200 224 416	206 693 802
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	154 648 165	150 056 639
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations	
		2021	2020
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	4 591 526	4 576 461
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	4 597 559 )	( 9 725 170 )
Produit de cession	3	361 158	203 949
Amortissement	4	7 806 698	7 951 720
(Gain) perte sur cession	5	(64 886)	314 556
Réduction de valeur / Reclassement	6	1 882 127	481 838
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	5 387 538	(773 107)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	273 766	(1 996)
Variation des stocks de fournitures	10	126 602	58 189
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(81 832)	505 426
	13	318 536	561 619
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	763 312	4
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	11 060 912	4 364 977
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(56 637 163)	(61 002 140)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(56 637 163)	(61 002 140)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21	(45 576 251)	(56 637 163)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 591 526	4 576 461
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 806 698	7 951 720
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3	(64 886)	314 556
▪ Ajust. TVQ, Régie, dépréciation	4	2 906 756	481 838
	5	15 240 094	13 324 575
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	786 508	5 324 569
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	474 917	1 076 405
Revenus reportés	9	4 582	(1 195 551)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	409 200	(531 300)
Propriétés destinées à la revente	11	273 766	(1 996)
Stocks de fournitures	12	126 602	58 189
Autres actifs non financiers	13	(81 832)	505 426
	14	17 233 837	18 560 317
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(4 597 559)	(9 725 170)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	361 158	203 949
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	( )	( )
	19	(4 236 401)	(9 521 221)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21	10 000	10 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(778 170)	(105 039)
Cession	23		
	24	(768 170)	(95 039)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	9 030 285	27 484 827
Remboursement de la dette à long terme	26	(17 430 677)	(29 646 902)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	52 368	(372 276)
Autres			
▪ Variation somme due	29	(93 886)	3
▪	30		
	31	(8 441 910)	(2 534 348)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	32	3 787 356	6 409 709
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	19 172 302	12 762 593
Solde déjà établi	34		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	35	19 172 302	12 762 593
Solde redressé	36	22 959 658	19 172 302
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q. no 37). Elle regroupe en une seule municipalité les municipalités ayant été constituées selon la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

##### a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	Consolidation ligne par ligne
Croisières Baie-Comeau Inc.	x
Corporation plein air Manicouagan inc.	x
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x
Société d'expansion de Baie-Comeau	x

##### b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat auquel elle participe (73.59 % en 2021, 73.59 % en 2020). Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant:

Consolidation ligne par  
ligne

Régie de gestion de matières résiduelles de  
Manicouagan

x

**B) Comptabilité d'exercice**

*Utilisation d'estimations comptables*

La préparation d'états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**C) Actifs**

Les actifs se composent de ce qui suit:

**a) Actifs financiers**

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

*Prêts*

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

*Propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

*Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2,5%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	5 à 10%
Ameublement & équipement	10 à 20%
Machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

### *Autres actifs non financiers*

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

## **D) Passifs**

### *Provision pour contestations d'évaluation*

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

### *Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

### *Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides*

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

## **E) Revenus**

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

## a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

## b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

## c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

## d) DROITS DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

## e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

## f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

## g) TRANSFERTS

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## h) MODIFICATION AUX RÔLES D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

## i) CARRIÈRES ET SABLIERES

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

## j) AUTRES REVENUS

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

sont rendus.

**F) Avantages sociaux futurs**

*Régime de retraite à cotisations déterminées*

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées inter employeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

*Avantages sociaux futurs à prestations déterminées*

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

*Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. Puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des rentes des participants retraités dans le cadre de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allégement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments**

S.O.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 959 658	10 172 302
Découvert bancaire	2 (	)	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	12 000 000	9 000 000
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>22 959 658</b>	<b>19 172 302</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 797 074	2 743 335
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	7 465 059	19 079 000

**Note****5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 428 345	1 723 424
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	25 645 163	26 892 047
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 597 574	4 666 398
Organismes municipaux	15	941 857	749 888
Autres			
▪	16	5 346 245	3 713 935
▪	17		
	18	36 959 184	37 745 692
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	23 950 724	25 005 088
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	23 950 724	25 005 088
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	300 440	1 009 019

**Note****6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
Avance Club nautique	26	98 333	108 333
▪	27		
	28	322 291	332 291
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	2 137 582	1 359 411
	32	2 137 582	1 359 411
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 172 855	1 038 102
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(5 097 500)	(4 795 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 470 200)	(2 363 400)
	37	(7 567 700)	(7 158 500)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	3 284 900	2 708 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	153 800	130 200
Régimes à cotisations déterminées	40	20 834	21 387
Autres régimes (REER et autres)	41	37 410	35 435
Régimes de retraite des élus municipaux	42	40 597	47 729
	43	3 537 541	2 943 051

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	100 000	100 000
	46	100 000	100 000

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville de Baie-Comeau dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 20 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel - 0,5 %. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'était utilisé.

La Régie de gestion des matières résiduelles dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	5 216 910	5 018 046
Salaires et avantages sociaux	48	2 835 047	2 852 741
Dépôts et retenues de garantie	49	827 022	517 921
Provision pour contestations d'évaluation	50		17 260
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	51	469 696	531 197
▪ Redevances à payer	52	95 963	71 042
▪ Autres	53	66 627	28 141
▪	54		
▪	55		
	56	9 511 265	9 036 348

**Note****12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	154 965	139 390
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	437 338	388 765
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	30 657	30 657
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	69	189 666	180 091
▪ Subventions perçues d'avance	70	93 558	181 585
▪ Autres	71	54 537	35 651
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	960 721	956 139

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	3,60	2022	2045	77	82 925 028	91 219 357
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
<b>Autres dettes à long terme</b>							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,00	6,00	2022	2023	81	2 869 508	3 074 646
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,74	4,48	2022	2026	83	3 370 868	3 205 714
Autres					84	40 000	72 400
					85	89 205 404	97 572 117
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	( 361 979 )	( 414 347 )
					87	88 843 425	97 157 770

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		8 582 917	1 035 204	215	9 618 336
2023	89		10 908 486	856 915	40 228	11 805 629
2024	90		7 418 747	856 915		8 275 662
2025	91		9 111 499	594 891		9 706 390
2026	92		8 246 837	214 968		8 461 805
2027 et plus	93		41 525 607			41 525 607
	94		85 794 093	3 558 893	40 443	89 393 429
Intérêts et frais accessoires	95			( 188 025 )		( 188 025 )
	96		85 794 093	3 370 868	40 443	89 205 404

**Note****14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	1 171 855	1 038 102
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	1 171 855	1 038 102

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	69 425 094	2 268 109		71 693 203
Eaux usées	105	48 082 204	64 779		48 146 983
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	65 650 161	1 001		65 651 162
Autres					
▪	107	26 893 852	96 002	(771 476)	27 761 330
▪	108				
Réseau d'électricité	109	11 044 349	272 225		11 316 574
Bâtiments	110	63 161 117	438 374	1 982 496	61 616 995
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	8 080 109	109 306	307 565	7 881 850
Ameublement et équipement de bureau	113	6 573 159	134 311		6 707 470
Machinerie, outillage et équipement divers	114	18 396 854	1 181 613	628 388	18 950 079
Terrains	115	11 057 547		155 178	10 902 369
Autres	116				
	117	328 364 446	4 565 720	2 302 151	330 628 015
Immobilisations en cours	118	1 983 428	31 839	1 534 791	480 476
	119	330 347 874	4 597 559	3 836 942	331 108 491
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	120	9 384 787	1 738 894		11 123 681
Eaux usées	121	23 497 203	1 203 028		24 700 231
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	25 537 713	1 616 084		27 153 797
Autres					
▪	123	11 270 679	847 868	160 604	11 957 943
▪	124				
Réseau d'électricité	125	6 845 432	171 207		7 016 639
Bâtiments	126	28 624 705	1 186 624	(60 233)	29 871 562
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	3 622 523	429 930	167 259	3 885 194
Ameublement et équipement de bureau	129	5 763 241	171 319		5 934 560
Machinerie, outillage et équipement divers	130	13 525 211	441 744	627 601	13 339 354
Autres	131				
	132	128 071 494	7 806 698	895 231	134 982 961
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	202 276 380			196 125 530
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	7 890 694	1 009 905	16 711	8 883 888
Amortissement cumulé	135	( 2 185 252 )	( 3 320 )	( 16 711 )	( 2 171 861 )
Valeur comptable nette	136	5 705 442			6 712 027

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	313 777	313 777
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	1 683 666	1 957 432
	140	1 997 443	2 271 209
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	1 997 443	2 271 209

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	153				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et divers	154	616 865	535 033
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪ Oeuvre d'art SEBC	157	21 970	21 970
▪	158		
	159	638 835	557 003

**Note****19. Obligations contractuelles****A) Sites de neiges usées**

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 96 596 \$ pour l'année 2021 et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

totalisent 91 760 \$ pour 2022. Pour le site de Mingan, l'échéance est en 2024 et pour le site de Marquette en 2022.

**B) Contrat de service**

Les contrats de service totalisent 510 567 \$ pour l'année 2021. Pour les contrats en cours en 2022, cela totalisera 465 900 \$. Les échéances varient entre 2022 et 2026.

**C) Location d'équipement et de machinerie**

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 961 180 \$ pour l'année 2021 et totaliseront 901 120 \$ pour 2022. Les échéances varient entre 2022 et 2026 selon les contrats.

**D) Entretien ménager**

Les versements prévus pour les quinze (15) contrats d'entretien ménager totalisent 532 620 \$ pour l'année 2021. Les échéances varient selon les différents contrats (2022 à 2026). Le coût pour 2022 selon les contrats en cours est de 584 185 \$.

**E) Transport en commun**

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun jusqu'en 2023 accompagné de deux années d'options. Le coût est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport en commun représentent 688 718 \$ en 2021. Le nouveau contrat avec le transporteur a fait augmenter les coûts puisque son taux horaire est passé de 74.96 \$ en 2020 à 88.00 \$ en 2021, dû principalement par l'augmentation des coûts d'entretien et de l'achat de deux minibus.

**F) Transport adapté**

Un contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau jusqu'en 2022 inclusivement. Ce contrat est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport adapté représentent un déboursé total de 523 600 \$ en 2021.

**G) Régie de gestion de matières résiduelles**

La Régie s'est engagée par contrat jusqu'en mars 2028 pour la collecte et le transport des matières résiduelles. Le solde de l'engagement suivant ce contrat, s'établit à 5 566 212 \$. Les placements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2022 - 890 594 \$  
 2023 - 890 594 \$  
 2024 - 890 594 \$  
 2025 - 890 594 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

2026 - 890 594 \$

**20. Droits contractuels**

**A) Ville de Baie-Comeau**

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 463 808 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier pour le versement de ces intérêts est de:

- 497 790 \$ en 2022;
- 554 222 \$ en 2023;
- 512 902 \$ en 2024;
- 470 126 \$ en 2025;
- 428 768 \$ en 2026.

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 52 130 282 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Ville doit également investir 16 691 084 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 37 392 826 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 14 737 456 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

**B) Régie de gestion de matières résiduelles**

Dans le cadre du Régime de compensation pour la collecte sélective de matières recyclables de Recyc-Québec, le gouvernement du Québec s'engage à compenser les coûts des services de collecte, de transport, de tri et de conditionnement des matières recyclables. À titre indicatif, le taux subventionné était de 89 % des coûts soumis pour l'exercice courant.

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Hockey junior Baie-Comeau	200 000		
Corporation Église Sainte-Amélie	200 000		
Refuge animal le chapitou	36 459	36 459	18 728
S.A.E.P	250 000		50 000
	160	686 459	68 728

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) Auto-assurance****RECLAMATIONS D'ASSURANCE**

Au 31 décembre 2021, il y avait 65 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 44 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 13 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville et 8 dossiers étaient en instance judiciaire.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces réclamations et le montant, le cas échéant, que la Ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision concernant ces réclamations d'assurance ne figure aux livres.

**C) Poursuites****Poursuites**

Au cours de l'exercice antérieur, une demande introductive d'instance a été signifiée contre la Ligue canadienne de hockey (LCH) et ses trois organisations membres, la Ligue de l'Ouest (WHL), la Ligue de l'Ontario (OHL) et la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) ainsi que toutes les équipes de la LCH incluant l'Organisme. La poursuite demande des dommages et intérêts pour les joueurs qui auraient subi des sévices dans les rangs juniors. L'Organisme conteste cette réclamation.

La direction croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, que l'Organisme pourrait être appelé à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

**D) Autres**

s.o.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

**25. Instruments financiers**

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**26 Incertitude relative à la mesure**

La préparation des états financiers de la Régie de gestion de matières résiduelles exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses lors de l'établissement de la provision pour activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. Ces estimations et hypothèses portent notamment sur les coûts de gestion, le taux de rendement des placements de portefeuille rattachés et le volume annuel enfouis. En raison des incertitudes reliées aux estimations, les résultats réels pourraient différer. Ainsi, l'évaluation de provision pour activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement présenté dans le bilan et la charge d'hygiène du milieu reflètent la meilleure estimation de la direction en tenant compte de toute l'information disponible à la date de clôture.

**27 AUTRES ORGANISMES PÉRIMUNICIPAUX ET SUPRAMUNICIPAUX**

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Ville est membre de la MRC de Manicouagan, organisme régional composé de neuf municipalités et ville. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes:

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Ville pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2021 s'élève à 314 296 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Ville s'élevait, au 31 décembre 2021, à 0 \$.

**28 Événement significatif**

**A) Ville de Baie-Comeau**

La pandémie du coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire majeure qui continue d'avoir des conséquences sur l'économie. À date, cette pandémie n'a pas eu de conséquences majeures négatives sur les activités de la Ville, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. Il est cependant impossible d'estimer l'incidence globale future de cet événement pour le moment.

**B) Croisières Baie-Comeau**

En 2021, suite aux restrictions sanitaires en vigueur, l'Organisme a décidé d'annuler toutes les opérations liées à l'accueil de navires de croisières à Baie-Comeau pour une deuxième année consécutive. Ces événements risquent d'avoir des répercussions sur les activités de l'Organisme. Il est cependant impossible d'estimer l'incidence globale de ces événements pour le moment.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**C) Corporation plein air Manicouagan**

L'Organisme a complètement annulé la saison touristique 2021 du Jardin des glaciers pour une deuxième année consécutive en raison de la pandémie. Par contre, la station de ski a été ouverte en 2021 (2020 - fermeture partielle), mais ils ont dû composer avec des mesures sanitaires plus contraignantes. Ces événements auront des conséquences négatives sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie au cours du prochain exercice et risquent d'avoir des répercussions sur les activités de l'Organisme. Il est cependant impossible d'estimer l'incidence globale de ces événements pour le moment.

**29 Événement postérieur à la date du bilan**

**A) Régie de gestion de matières résiduelles**

La Régie de gestion de matières résiduelles a un projet majeur de construction d'une plateforme de compostage lequel est évalué à près de 4 M\$. L'aide financière octroyée par le gouvernement du Québec, selon le cadre normatif du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) devrait être de 60 % des coûts admissibles puisque la MRC de Manicouagan fait partie du quatrième quintile de l'indice de vitalité économique du Québec. La lettre d'octroi du ministre confirmera le tout. Quand aux bacs roulants, un remboursement de 33 % des coûts d'acquisition est attendu. Les travaux relatifs à ce projet devraient débuter en 2023.

**B) Croisières Baie-Comeau**

À compter du 1er janvier 2022, l'Organisme cessera de gérer le volet «Tourisme Baie-Comeau». Cette fonction retournera sous la responsabilité de la Ville.

À titre indicatif, la contribution pour le tourisme se chiffrait à 156 220 \$ pour l'exercice 2021.

**C) Corporation plein air Manicouagan**

En novembre 2021, la direction a annoncé la fermeture définitivement du spectacle multimédia et de la station d'exploration glaciaire du Jardin des Glaciers dans l'édifice récréatif. Le Jardin des Glaciers prendra plutôt un virage plein air. Le conseil d'administration et la Ville de Baie-Comeau se pencheront sur la nouvelle vocation qui sera donnée à l'édifice récréatif appartenant à l'Organisme.

De plus, à compter du 1er janvier 2022, la gestion de la Station de ski du Mont Ti-Basse a été transférée à la Ville de Baie-Comeau.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	46 942 224	47 350 180	47 713 005			47 713 005
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 165 020	3 112 210	3 165 774			3 144 428
Quotes-parts	3					2 277 301	
Transferts	4	3 109 357	1 925 130	2 506 791		2 321 328	3 763 121
Services rendus	5	21 480 683	21 925 940	20 202 130		1 407 030	21 536 910
Imposition de droits	6	525 635	502 300	1 089 550			1 089 550
Amendes et pénalités	7	543 884	557 000	685 032			685 032
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	393 702	238 980	542 307		11 171	553 478
Autres revenus	10	77 989	30 300	119 215		255 319	374 534
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	76 238 494	75 642 040	76 023 804		6 272 149	78 860 058
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	815 723		1 850 185			1 850 185
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	815 723		1 850 185			1 850 185
	22	77 054 217	75 642 040	77 873 989		6 272 149	80 710 243
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	8 610 037	9 623 269	8 732 586	151 804	552 698	9 437 088
Sécurité publique	24	6 156 513	6 368 297	6 541 112	181 424		6 722 536
Transport	25	9 451 103	10 658 438	9 841 377	1 978 550		11 819 927
Hygiène du milieu	26	7 637 337	7 768 800	8 405 458	3 184 305	3 676 691	12 989 153
Santé et bien-être	27	368 280	407 310	386 000			386 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 960 828	4 085 533	4 034 401	249 969	2 199 263	5 672 362
Loisirs et culture	29	8 648 834	9 632 922	9 160 640	978 664	349 579	10 141 560
Réseau d'électricité	30	16 506 587	17 536 801	15 593 726	275 482		15 869 208
Frais de financement	31	3 343 681	3 069 900	2 783 808		297 075	3 080 883
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 158 742	6 933 327	7 000 198	( 7 000 198 )		
	34	71 841 942	76 084 597	72 479 306		7 075 306	76 118 717
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	5 212 275	(442 557)	5 394 683		(803 157)	4 591 526

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	5 212 275	(442 557)	5 394 683	(803 157)	4 591 526
Moins : revenus d'investissement	2	( 815 723 )	( )	( 1 850 185 )	( )	( 1 850 185 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	4 396 552	(442 557)	3 544 498	(803 157)	2 741 341
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	7 158 742	6 933 327	7 000 198	806 500	7 806 698
Produit de cession	5	31 023		361 158		361 158
(Gain) perte sur cession	6	13 917		(64 886)		(64 886)
Réduction de valeur / Reclassement	7				1 882 127	1 882 127
	8	7 203 682	6 933 327	7 296 470	2 688 627	9 985 097
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9				30 060	30 060
Réduction de valeur / Reclassement	10				243 706	243 706
	11				273 766	273 766
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12				(627)	(627)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15				(627)	(627)
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	376 999		60 645		60 645
Remboursement de la dette à long terme	17	( 7 232 627 )	( 7 590 610 )	( 7 239 212 )	( 964 058 )	( 8 203 270 )
	18	(6 855 628)	(7 590 610)	(7 178 567)	(964 058)	(8 142 625)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 157 983 )	( 160 640 )	( 178 924 )	( 17 532 )	( 196 456 )
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		3 091 080			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 552 735		3 346 474		3 346 474
Réserves financières et fonds réservés	22	(348 102)	(505 140)	(447 097)	6 528	(440 569)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(240 154)	(1 325 460)	(45 833)		(45 833)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	806 496	1 099 840	2 674 620	(11 004)	2 663 616
	26	1 154 550	442 557	2 792 523	1 986 704	4 779 227
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	5 551 102		6 337 021	1 183 547	7 520 568

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	815 723	1 850 185	1 850 185
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	148 582 )(	204 487 )(	6 559 )(
Sécurité publique	3 (	32 968 )(	49 045 )(	) (
Transport	4 (	5 418 281 )(	1 073 607 )(	) (
Hygiène du milieu	5 (	1 697 910 )(	2 330 409 )(	75 542 )(
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	97 711 )(	45 142 )(	10 972 )(
Loisirs et culture	8 (	551 674 )(	501 714 )(	) (
Réseau d'électricité	9 (	324 238 )(	300 082 )(	) (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (
	11 (	8 271 364 )(	4 504 486 )(	93 073 )(
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	12 (	) (	) (	) (
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 481 051	1 310 820	1 310 820
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	15	157 983	178 924	17 532
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		556 324	556 324
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	245 001		58 038
	19	402 984	735 248	75 570
	20	(1 387 329)	(2 458 418)	(17 503)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(571 606)	(608 233)	(17 503)
				(625 736)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	15 745 712	20 391 117	2 568 541	22 959 658
Débiteurs (note 5)	2	38 071 536	36 186 465	1 360 540	36 959 184
Prêts (note 6)	3	332 291	322 291		322 291
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 000 000	2 000 000	2 137 582	2 137 582
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7			100 000	100 000
	8	56 149 539	58 899 873	6 166 663	62 478 715
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 025 155	8 769 014	1 330 072	9 511 265
Revenus reportés (note 12)	12	920 488	906 184	54 537	960 721
Dettes à long terme (note 13)	13	85 464 688	78 085 712	10 757 713	88 843 425
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 158 500	7 567 700		7 567 700
Autres passifs (note 14)	15			1 171 855	1 171 855
	16	101 568 831	95 328 610	13 314 177	108 054 966
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(45 419 292)	(36 428 737)	(7 147 514)	(45 576 251)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	180 839 118	177 283 820	18 841 710	196 125 530
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	313 777	313 777	1 683 666	1 997 443
Stocks de fournitures	20	1 557 485	1 433 524	29 084	1 462 608
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	490 599	573 986	64 849	638 835
	23	183 200 979	179 605 107	20 619 309	200 224 416
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	7 863 582	9 962 994	3 593 468	11 556 462
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 527 732	4 418 868	356 891	4 775 759
Réserves financières et fonds réservés	26	1 877 612	2 106 914	153 507	2 260 421
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( 183 333 )	( 137 500 )	( )	( 137 500 )
Financement des investissements en cours	28	1 826 514	1 191 125	982 185	2 173 310
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	122 869 580	125 633 969	8 385 744	134 019 713
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	137 781 687	143 176 370	13 471 795	154 648 165
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	18 851 226	18 205 182	19 367 550	18 715 628
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	5 010 603	5 411 775	5 758 484	5 108 323
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	37 891 351	34 369 272	37 510 351	38 105 073
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 180 920	2 195 369	2 195 369	2 822 340
D'autres organismes municipaux	10			294 862	291 628
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	40			
D'autres tiers	12	107 640		2 213	
Autres frais de financement	13	781 300	588 439	588 439	525 547
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 424 530	2 598 042	320 741	104 159
Transferts	15			29 228	29 024
Autres	16	239 100	235 362	235 362	230 584
Autres organismes					
Transferts	17	1 196 410	1 426 056	1 426 056	
Autres	18	468 150	449 611	449 611	416 737
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	6 933 327	7 000 198	7 806 698	7 951 720
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
▪	21			133 753	131 130
▪	22				
▪	23				
	24	76 084 597	72 479 306	76 118 717	74 431 893

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	11 556 462	8 789 271
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 775 759	3 700 659
Réserves financières et fonds réservés	3	2 260 421	2 037 648
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 137 500 )	( 183 333 )
Financement des investissements en cours	5	2 173 310	2 826 203
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	134 019 713	132 886 191
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	154 648 165	150 056 639
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	9 962 994	7 863 582
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	1 593 468	925 689
	11	11 556 462	8 789 271
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Fonds auto assurance	12	1 009 098	1 002 562
▪ Budget 2021	13		2 525 170
▪ Budget 2022	14	3 409 770	
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	4 418 868	3 527 732
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Produit cession presse Régie	22	172 926	172 927
▪ Budget 2022	23	183 965	
▪	24		
	25	356 891	172 927
	26	4 775 759	3 700 659

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 273 920	1 355 991
Organismes contrôlés et partenariats	38	148 002	154 531
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	832 994	521 621
Organismes contrôlés et partenariats	40	5 505	5 505
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	2 260 421	2 037 648
	48	2 260 421	2 037 648

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	137 500)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
	55 (	137 500)(
183 333)		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)(
Assainissement des sites contaminés	57 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)(
Autres		
▪	59 (	)(
▪	60 (	)(
	61 (	137 500)(
		183 333)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪	73 (	)(
▪	74 (	)(
	75 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	137 500)(
		183 333)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	83 2 224 238	2 849 974
Investissements à financer	84 ( 50 928 )	( 23 771 )
	85 2 173 310	2 826 203
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 196 125 530	202 276 380
Propriétés destinées à la revente	87 1 997 443	2 271 209
Prêts	88 322 291	332 291
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 198 445 264	204 879 880
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 198 445 264	204 879 880
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 ( 88 843 425 )	( 97 157 770 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 ( 361 979 )	( 414 347 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 23 950 724	25 005 088
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 829 129	573 340
	99 ( 64 425 551 )	( 71 993 689 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ( )	( )
	101 ( 64 425 551 )	( 71 993 689 )
	102 134 019 713	132 886 191



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2019 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Les changements suivants sont survenus depuis la dernière évaluation:

- Le *Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite* a été publié par le gouvernement du Québec le 20 décembre 2017 et est entré en vigueur le 4 janvier 2018. Ce règlement entraînait notamment la nécessité pour le régime de se doter d'une politique de financement. À ce jour, la politique de financement n'a pas encore été adoptée, mais les éléments présentés dans le projet actuellement en cours d'élaboration ont été considérés. Cette politique sera adoptée sous peu. De plus, la *Loi bonifiant le régime des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite* a été également considérée, mais elle n'a aucun impact sur l'évaluation.

- En septembre 2017, l'Institut canadien des actuaires (ICA) a publié le *Rapport du groupe de travail sur l'amélioration de la mortalité* lequel faisant mention de l'échelle d'amélioration MI-2017. Toutefois, dans sa *Note éducative - deuxième révision: Sélection des hypothèses de mortalité aux fins des évaluations actuarielles des régimes de retraite*, l'ICA a émis l'opinion qu'il est aussi acceptable de continuer d'utiliser l'échelle CPM-B pour le moment. L'échelle CPM-B est encore utilisée dans l'évaluation au 31 décembre 2019.

- Les *Normes de pratique* de l'ICA prévoient qu'à compter du 1er mars 2019, le rapport d'évaluation dont la date de calcul est postérieure au 28 février 2019 devra rendre compte de l'incidence, sur le niveau de provisionnement du régime selon l'approche de capitalisation ainsi que sur la cotisation d'exercice, de l'effet de scénarios défavorables mais plausibles. Ces informations sont présentées dans le rapport au 31 décembre 2019.

- En décembre 2019, le comité de retraite a adopté une nouvelle allocation d'actif différente pour le volet antérieur et pour le volet courant. La nouvelle allocation d'actif a été considérée afin de déterminer le taux d'actualisation sur base de capitalisation et ce, pour chacun des volets.

Date de la retraite normale: 65 ans

Date de la retraite anticipée et ajustements applicables: 55 ans

Les modalités suivantes s'appliquent aux participants inactifs qui prennent leur retraite:

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

avant 60 ans et réduction du pourcentage annuel indiqué ci-dessous entre 60 et 63 ans

Catégories 1 et 6: 4.50%

Catégories 2 et 7: 2.75%

Catégories 3 et 8 : 3.50%

À compter du 1er janvier 2014, voir les modalités suivantes applicables aux participants actifs pour cette période

**Catérologies 2 et 7**

Avant le 1er janvier 1991: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 65 ans

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuariel (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.5 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

**Catérologies 3 et 8**

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 62 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

**Catérologies 1 et 6**

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.75 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

**Catérologies 4 et 9**

Avant le 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 59 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 59 et 61 ans.

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 58 et 60 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

d'anticipation avant 58 ans.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (4 795 100)	(5 408 600)
Charge de l'exercice	4 ( 3 284 900 )	( 2 708 300 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 982 500	3 321 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (5 097 500)	(4 795 100)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 88 968 600	79 861 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 95 330 600 )	( 92 915 200 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (6 362 000)	(13 053 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 264 500	8 258 500
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (5 097 500)	(4 795 100)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (5 097 500)	(4 795 100)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 88 968 600	79 861 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 95 330 600 )	( 92 915 200 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 6 362 000 )	( 13 053 600 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 113 400	2 935 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 3 113 400	2 935 400
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 508 700 )	( 1 444 400 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 1 604 700	1 491 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 1 138 300	760 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 743 000	2 251 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 309 200	4 377 000
Rendement espéré des actifs	33 ( 3 767 300 )	( 3 920 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 541 900	457 000
Charge de l'exercice	35 3 284 900	2 708 300

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 8 925 500	2 134 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 767 300 )	( 3 920 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 5 158 200	(1 785 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 697 500	(2 253 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 309 700	4 559 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 88 968 600	79 861 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 270 200	308 800
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 821 800	880 400
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 250 800	1 164 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,93 %	4,68 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,68 %	5,05 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 363 400)	(2 281 200)
Charge de l'exercice	56 ( 153 800 )	( 130 200 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 47 000	48 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 470 200)	(2 363 400)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 2 096 700 )	( 2 089 300 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 096 700)	(2 089 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (373 500)	(274 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 470 200)	(2 363 400)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 470 200)	(2 363 400)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 2 096 700 )	( 2 089 300 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( 2 096 700 )	( 2 089 300 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 133 500	117 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 133 500	117 800
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75 133 500	117 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (25 900)	(40 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 107 600	77 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 46 200	52 900
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 46 200	52 900
Charge de l'exercice	87 153 800	130 200
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 125 300	(169 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 47 000	48 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,60 %	2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,10 %	2,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,40 %	4,20 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2036
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

106

**Description des régimes et autres renseignements**

Le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) a été mis en place par le gouvernement en 1975. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus à ce régime, puisqu'il a été remplacé par le Régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Retraite Québec a continué d'effectuer les paiements en vertu du RRMCM aux participants du régime et a puisé les sommes à même sa caisse de retraite jusqu'en novembre 2017, date de l'épuisement de la caisse. Depuis cette date, toutes les sommes payables en vertu du RRMCM sont devenues des prestations payables, selon les mêmes modalités, en vertu du Régime de prestations supplémentaires des maires et conseillers des municipalités (RPSMCM). Celles-ci sont financées par des contributions annuelles des municipalités concernées.

Pour ce faire, Retraite Québec a transmis une première facture en février 2017 et elle répétera annuellement l'envoi à chaque municipalité concernée. Ces factures sont établies en fonction de l'estimation de l'ensemble des paiements à effectuer au cours de l'année civile en cours et des pourcentages de répartition indiqués à l'annexe du Règlement publié à la Gazette officielle du Québec du 8 février 2017.

Le RPSMCM est considéré comme un régime d'avantages de retraite interemployeurs à prestations déterminées.

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	20 834
	112	21 387
	20 834	21 387

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice

113

**Description des régimes et autres renseignements**

REER collectif Régie de gestion de matières résiduelles

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	37 410	35 435
Autres régimes	117		
	118	37 410	35 435

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	8	9

**Description du régime**

Créé en 1989, le RREM a remplacé le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), qui était en vigueur depuis le 1er janvier 1975. Retraire Québec (anciennement LA CARRA) administre le RREM, mais c'est le ministre des affaires municipales et de l'Occupation du territoire qui est responsable de l'application de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux. Le RREM vise les membres du conseil municipal et de certains organismes supramunicipaux.

La participation des élus est obligatoire jusqu'à la fin du mandat, au plus tard, jusqu'au 30 décembre de l'année où ils auront 69 ans.

Le Régime de retraite des élus municipaux est un régime à prestations déterminées. Un tel régime garantit une rente de base dont le montant est fixé selon une formule de calcul établie.

		2021	2020
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	12 047	14 162
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	40 597	47 729
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	40 597	47 729

**Note**

Nombre d'élus à 8 au lieu de 9 puisqu'une nouvelle élue a choisit de continuer de recevoir sa rente d'élus, donc elle ne cotise plus.



## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	43 990 520	44 331 889	43 567 247
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	43 990 520	44 331 889	43 567 247
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 214 660	3 197 194	3 227 163
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	145 000	183 922	147 814
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	3 359 660	3 381 116	3 374 977
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	3 359 660	3 381 116	3 374 977
	29	47 350 180	47 713 005	46 942 224

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	549 460	553 651	548 656
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	10 090	10 089	10 089
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	50 770	50 784	43 878
	34	610 320	614 524	602 623
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	1 105 110	1 133 222	1 093 044
Cégeps et universités	36	263 110	263 279	260 231
Écoles primaires et secondaires	37	1 037 730	1 058 304	1 112 998
	38	2 405 950	2 454 805	2 466 273
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	3 016 270	3 069 329	3 068 896
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	44	49 900	50 151	49 900
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	1 390	1 577	1 577
Taxes d'affaires	46			
	47	51 290	51 728	51 477
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49	44 650	44 717	23 371
	50	44 650	44 717	23 271
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	3 112 210	3 165 774	3 143 644

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	55			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	42 373	42 373	62 421
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62	22 791	22 791	22 791
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63	62 230	181 776	133 889
Transport adapté	64	320 000	401 914	341 997
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	523 300	746 173	423 114
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73		89 875	196
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74		134 731	150 012
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			874 115
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	2 940	66 104	88 720
Promotion et développement économique	87	54 480	54 480	183 706
Autres	88			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	89	1 420	2 748	6 090
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	131 910	64 306	50 983
Autres	91	40 000	41 441	77 304
<b>Réseau d'électricité</b>	92			
	93	1 136 280	1 713 981	2 415 338

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	94	175 000	175 000	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	(43 925)	(43 925)	1 230 331
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	831 001	831 001	(485 744)
Réseau de distribution de l'eau potable	110			(2 044)
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112	603 695	603 695	(67 623)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			90 152
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	128	284 414	284 414	38 587
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			12 064
Autres	130			
<b>Réseau d'électricité</b>	131			
	132	1 850 185	1 850 185	815 723

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134	560 030	560 029	297 929
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137		1 037 901	
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	166 220	166 222	166 222
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	62 600	66 559	1 510 787
	144	788 850	792 810	1 808 716
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	145	1 925 130	4 356 976	5 039 777



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148	100 000	100 000	
	149	100 000	100 000	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184	15 000	15 000	15 000
	185	15 000	15 000	15 000
<b>Réseau d'électricité</b>				
	186			
	187	15 000	115 000	115 000
				15 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	809 770	838 069	811 882
	191	809 770	838 069	811 882
<b>Sécurité publique</b>				
Police	192			
Sécurité incendie	193	182 240	243 202	232 876
Sécurité civile	194	272 490	273 394	270 615
Autres	195			
	196	454 730	516 596	503 491
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	95 890	112 160	122 687
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200	80 000	92 542	78 433
Transport adapté	201	71 000	56 977	58 648
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	246 890	261 679	259 768
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	75 660	47 778	11 293
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	75 660	47 778	916 430
			1 316 903	916 430
			1 364 681	927 723

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223		(44 148)	(1 845)
Autres	224		62 025	
	225		17 877	(1 845)
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226	649 480	593 332	585 469
Activités culturelles				
Bibliothèques	227		5 112	32 521
Autres	228	74 410	96 897	54 700
	229	723 890	695 341	672 690
<b>Réseau d'électricité</b>				
	230	19 600 000	17 727 667	19 206 559
	231	21 910 940	20 087 130	22 380 268
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	21 925 940	20 202 130	22 395 268

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	102 300	125 424	119 818
Droits de mutation immobilière	234	400 000	946 731	405 817
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236		17 395	17 395
	237	502 300	1 089 550	525 635
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	238	557 000	685 032	543 884
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	239			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	240	238 980	542 307	418 742
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	6 000	64 886	(314 556)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	24 300	54 329	309 648
	251	30 300	119 215	(820)
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	252			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	604 300	520 293		520 293	520 293	522 519
Greffe et application de la loi	2	1 353 014	1 221 904	26 790	1 248 694	1 248 694	956 584
Gestion financière et administrative	3	3 995 238	4 437 275	121 283	4 558 558	5 111 256	4 913 424
Évaluation	4	503 650	563 426		563 426	563 426	597 995
Gestion du personnel	5	878 360	753 558	3 731	757 289	757 289	688 441
Autres							
▪	6	2 288 707	1 236 130		1 236 130	1 236 130	1 640 920
▪	7						
	8	9 623 269	8 732 586	151 804	8 884 390	9 437 088	9 319 883
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	3 342 170	3 388 981	21 318	3 410 299	3 410 299	3 282 481
Sécurité incendie	10	2 660 127	2 790 237	160 106	2 950 343	2 950 343	2 695 518
Sécurité civile	11	16 010	11 500		11 500	11 500	20 191
Autres	12	349 990	350 394		350 394	350 394	328 166
	13	6 368 297	6 541 112	181 424	6 722 536	6 722 536	6 326 356
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 713 360	3 413 390	1 774 232	5 187 622	5 187 622	4 346 422
Enlèvement de la neige	15	4 492 763	3 348 593	150 746	3 499 339	3 499 339	4 171 643
Éclairage des rues	16	360 104	197 745	19 310	217 055	217 055	162 110
Circulation et stationnement	17	510 359	593 815	29 506	623 321	623 321	487 616
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 383 105	1 252 925	4 674	1 257 599	1 257 599	1 048 527
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 198 747	1 034 909	82	1 034 991	1 034 991	1 052 813
	22	10 658 438	9 841 377	1 978 550	11 819 927	11 819 927	11 269 131

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 049 230	2 002 071	918 358	2 920 429	2 920 429	2 735 670
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 460 155	1 941 347	917 690	2 859 037	2 859 037	2 460 931
Traitement des eaux usées	25	749 469	732 293	494 535	1 226 828	1 226 828	1 160 679
Réseaux d'égout	26	933 551	1 255 236	848 028	2 103 264	2 103 264	1 937 430
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	903 129	804 308	5 694	810 002	810 002	869 483
Élimination	28	524 990	522 536		522 536	1 305 907	1 086 650
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	161 090	161 088		161 088	476 934	246 846
Tri et conditionnement	30	112 780	112 773		112 773	350 461	490 303
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	871 760	872 846		872 846	872 846	872 519
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36					62 485	
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	2 646	960		960	960	
Autres	39						
	40	7 768 800	8 405 458	3 184 305	11 589 763	12 989 153	11 860 511
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	283 600	265 065		265 065	265 065	232 156
Sécurité du revenu	42	123 710					
Autres	43		120 935		120 935	120 935	136 124
	44	407 310	386 000		386 000	386 000	368 280

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 818 166	1 731 469	39 734	1 771 203	1 771 203	1 861 508
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	184 550	184 546		184 546	500 656	239 370
Tourisme	49	942 037	927 193	208 458	1 135 651	2 207 533	1 833 414
Autres	50	808 300	783 589	1 777	785 366	785 366	654 219
Autres	51	332 480	407 604		407 604	407 604	448 498
	52	4 085 533	4 034 401	249 969	4 284 370	5 672 362	5 037 009
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 405 270	983 631	9 393	993 024	993 024	1 157 050
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 510 443	3 416 834	118 544	3 535 378	3 537 634	2 974 226
Piscines, plages et ports de plaisance	55	566 645	412 544	19 673	432 217	432 217	444 658
Parcs et terrains de jeux	56	248 221	241 055	251 754	492 809	492 809	427 397
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	1 102 437	1 400 264	96 688	1 496 952	1 496 952	1 490 953
	60	6 833 016	6 454 328	496 052	6 950 380	6 952 636	6 494 284
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	634 423	476 082	45 203	521 285	521 285	928 557
Bibliothèques	62	1 161 182	1 176 202	43 010	1 219 212	1 219 212	1 098 380
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	160 050	187 655	7 697	195 352	195 352	158 541
Autres ressources du patrimoine	64	844 251					
Autres	65		866 373	386 702	1 253 075	1 253 075	1 162 091
	66	2 799 906	2 706 312	482 612	3 188 924	3 188 924	3 347 569
	67	9 632 922	9 160 640	978 664	10 139 304	10 141 560	9 841 853



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68	17 536 801	15 593 726	275 482	15 869 208	15 869 208	16 769 355
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 170 600	2 085 481		2 085 481	2 382 556	2 962 376
Autres frais	70	118 000	109 888		109 888	109 888	151 592
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	617 300	588 100		588 100	588 100	509 900
Autres	72	164 000	339		339	339	15 647
	73	3 069 900	2 783 808		2 783 808	3 080 883	3 639 515
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75	6 933 327	7 000 198 (	7 000 198 )			



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

## Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

## Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	10
Rémunération des élus	11

## Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1	2 268 109	190 765
	Usines de traitement de l'eau potable	2		564 649
	Usines et bassins d'épuration	3	64 779	504 387
	Conduites d'égout	4		339 299
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		1 387 885
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6		2 272 985
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8	1 001	208 355
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	96 392	30 323
	Autres infrastructures	11		90 152
	Réseau d'électricité	12	251 344	301 038
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	13	121 440	144 722
	Édifices communautaires et récréatifs	14	370 711	330 927
	Améliorations locatives	15		
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	109 306	763 743
	Ameublement et équipement de bureau	18	127 752	1 564
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 093 652	2 586 817
	Terrains	20		7 559
	Autres	21		
		22	4 504 486	9 725 170

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23	2 268 109	190 765
	Usines de traitement de l'eau potable	24		564 649
	Usines et bassins d'épuration	25	64 779	504 387
	Conduites d'égout	26		339 299
	Autres infrastructures	27	97 393	3 989 700
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations corporelles	33	2 074 205	4 136 370
		34	4 504 486	9 725 170

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	172 926			172 926
Réserves financières et fonds réservés	3	5 505			5 505
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	72 388 598	929 525	8 241 874	65 076 249
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	72 567 029	929 525	8 241 874	65 254 680
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	25 005 088	669 380	1 723 744	23 950 724
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	25 005 088	669 380	1 723 744	23 950 724
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	25 005 088	669 380	1 723 744	23 950 724
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17	25 005 088	669 380	1 723 744	23 950 724
	18	97 572 117	1 598 905	9 965 618	89 205 404
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
<b>Dette à long terme</b>	21	97 572 117	1 598 905	9 965 618	89 205 404

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	78 408 538
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	50 928
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	832 994
Débiteurs	9	23 950 724
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 242 053
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	52 433 695
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	15	10 796 866
Endettement net à long terme	16	63 230 561
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	63 230 561
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	63 230 561
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	1 292 373
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	135 449	49 866	107 184
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5		2 974	2 974
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10		76 910	76 910
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 289 081	2 283 746	(3 025)
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		184 546	184 546
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	2 424 530	2 598 042	320 741
				104 159

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		14 555
Charges sociales	2		1 989
Biens et services	3	4 504 486	8 254 820
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 504 486	8 271 364

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	52,00	35,00	94 640,00	4 586 054	1 309 103	5 895 157
Professionnels	2	55,00	30,00	85 800,00	869 111	134 729	1 003 840
Cols blancs	3	73,00	35,00	132 860,00	4 984 572	1 756 642	6 741 214
Cols bleus	4	53,00	40,00	110 240,00	5 940 594	1 746 553	7 687 147
Policiers	5						
Pompiers	6	41,00	40,00	85 280,00	1 407 911	399 774	1 807 685
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	274,00		508 820,00	17 788 242	5 346 801	23 135 043
Élus	9	9,00			416 940	64 974	481 914
	10	283,00			18 205 182	5 411 775	23 616 957

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	583 690				583 690
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		746 173			746 173
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		89 875			89 875
Autres	16	87 097	2 850 141			2 937 238
	17	670 787	3 686 189			4 356 976

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		2021	2020
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	856 812	768 557
	4	856 812	768 557
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	8 818	9 633
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	8 818	9 633
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	515 729	707 712
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	73 965	80 435
	15	589 694	788 147
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	802 062	961 397
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	262 694	360 593
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	19 392	21 422
	26	1 084 148	1 343 412
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	20 750	26 058
Promotion et développement économique	33	165 445	217 002
Autres	34		
	35	186 195	243 060
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	9 794	10 971
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	48 347	143 707
	39	58 141	154 678
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		36 194
	41	2 783 808	3 343 681

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	2021		2020
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	19 600 000	17 727 667
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	19 600 000	17 727 667
			19 206 559
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7	15 100 000	13 339 733
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	2 436 801	2 253 993
Autres frais	10		
Frais de financement	11	34 930	34 927
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	12	265 630	275 482
	13	17 837 361	15 904 135
			16 805 549
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	)(	)(
	15	17 837 361	15 904 135
			16 805 549
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16	1 762 639	1 823 532
			2 401 010
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Amortissement	17	265 630	275 482
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	265 630	275 482
			262 768
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	)(	)(
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	)(	)(
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	265 630	275 482
			262 768
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33	2 028 269	2 099 014
			2 663 778

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Élus, rémunération VBC	Maire	96 216	17 403		
Élus, rémunération VBC	Conseiller	130 997	67 350		
Élus, rémunération VBC	Maire suppléant	3 780			
Allocations départ des élus - élections	Conseiller	101 194			

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité****OUI          NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1                3 728 000 \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2            3     

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4                48 572 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5            6     

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17      \_\_\_\_\_ \$



**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18  19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 \_\_\_\_\_ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21  22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 \_\_\_\_\_ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24  25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27  28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 \_\_\_\_\_ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30  31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32  33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34  35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37  38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 \_\_\_\_\_ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40  41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 \_\_\_\_\_ 282 472 \$
- b) autres formes d'aide 43 \_\_\_\_\_ 227 614 \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2021

45 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

46 \_\_\_\_\_ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \_\_\_\_\_ \$

Systèmes de drainage

54 \_\_\_\_\_ \$

Abords de routes

55 \_\_\_\_\_ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \_\_\_\_\_ \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \_\_\_\_\_ \$

## c) Total des frais encourus admissibles

59 \_\_\_\_\_ \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

## e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

## f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

61 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62  63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2019-363
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-10-21
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 \_\_\_\_\_
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 \_\_\_\_\_
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 49
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 1 306
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 615
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 \_\_\_\_\_
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76  77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- |  |                         |
|--|-------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL  | 78 <u>422 646 \$</u>    |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 <u>20 270 022 \$</u> |
| Ministère des Transports                                     | 80 <u>4 558 \$</u>      |
| Ministère de la Culture et des Communications                | 81 <u>2 058 133 \$</u>  |
| Autres ministères/organismes                                 | 82 <u>1 402 050 \$</u>  |
|  | 83 <u>24 157 409 \$</u> |



# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la  
**Ville de Baie-Comeau,**

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observation - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et les villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Le 9 mai 2022  
Baie-Comeau, Canada  
CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128584



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes	1	47 713 005
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 239 035
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	183 922
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	<b>10</b>	<b>35 290 048</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 779 384 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 781 172 100
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	<b>13</b>	<b>1 780 278 300</b>

---

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021</b> (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	<b>14</b>	<b>1,9823 / 100 \$</b>
--	-----------	------------------------

---



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1  2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3  4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5  6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7  8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9  10

**Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11  12  13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14  15  16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17  18  19

**La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20  21  22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23  24

**La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.**

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25  26



# **Données prévisionnelles non auditées**

**Exercice se terminant le 31 décembre 2022**

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	44 714 650
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	44 714 650

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	3 198 630
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	145 000
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	3 343 630
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	3 343 630
	29	48 058 280

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	644 470
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	10 090
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	50 730
	5	705 290

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 185 500
Cégeps et universités	7	282 250
Écoles primaires et secondaires	8	1 093 220
	9	2 560 970

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 266 260

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	53 150
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	47 360
Taxes d'affaires	17	
	18	100 510

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 366 770



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 124 313 626 x	1,8100 /100 \$	20 350 080				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	138 048 198 x	1,8100 /100 \$	2 498 680				
Immeubles non résidentiels	4	268 018 077 x	4,0300 /100 \$	10 801 130				
Immeubles industriels	5	242 774 400 x	4,4700 /100 \$	10 852 020				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	5 716 000 x	3,6200 /100 \$	206 920				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	321 300 x	1,8100 /100 \$	5 820				
<b>Total</b>	<b>10</b>			<b>44 714 650</b>	<b>( )</b>	<b>( )</b>		<b>44 714 650</b>
<b>Taxes spéciales</b>								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>20</b>				<b>( )</b>	<b>( )</b>		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>30</b>				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>40</b>				( )	( )		
		<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	<b>41</b>	x	%		( )	( )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité**
**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	244,75 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code	Préciser
Compensation tenant lieu de taxes	0,5000	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 10 règl. taxation

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	10 801 130	10 852 020		206 920	2 498 680	5 820
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	679 960				763 236	1 888
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	11 481 090	10 852 020		206 920	3 261 916	7 708

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	1	20 350 080			44 714 650
De secteur	2				
Autres	3				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	1 753 546			3 198 630
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	22 103 626			47 913 280

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21 _____		\$
2022	22 _____		\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23 _____		\$
2022	24 _____		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input type="checkbox"/>	32 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33 _____		\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	<u>                    </u>	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	<u>2021-12-13</u>	
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	<u>76 945 642</u>	\$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	<u>7 358 760</u>	\$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	<u>2 660 860</u>	\$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	<u>3 409 770</u>	\$





## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Jeanie Caron, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Baie-Comeau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Baie-Comeau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Baie-Comeau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-05 16:42:13

Date de transmission au Ministère :



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	76 238 494	75 642 040	76 023 804	6 272 149	78 860 058
Investissement	2	815 723		1 850 185		1 850 185
	3	77 054 217	75 642 040	77 873 989	6 272 149	80 710 243
<b>Charges</b>	4	71 841 942	76 084 597	72 479 306	7 075 306	76 118 717
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	5 212 275	(442 557)	5 394 683	(803 157)	4 591 526
Moins : revenus d'investissement	6	( 815 723 )	( )	( 1 850 185 )	( )	( 1 850 185 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	4 396 552	(442 557)	3 544 498	(803 157)	2 741 341
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 158 742	6 933 327	7 000 198	806 500	7 806 698
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	376 999		60 645		60 645
Remboursement de la dette à long terme	10	( 7 232 627 )	( 7 590 610 )	( 7 239 212 )	( 964 058 )	( 8 203 270 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 157 983 )	( 160 640 )	( 178 924 )	( 17 532 )	( 196 456 )
Excédent (déficit) accumulé	12	964 479	1 260 480	2 853 544	6 528	2 860 072
Autres éléments de conciliation	13	44 940		296 272	2 155 266	2 451 538
	14	1 154 550	442 557	2 792 523	1 986 704	4 779 227
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	5 551 102		6 337 021	1 183 547	7 520 568

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	15 745 712	20 391 117	22 959 658
Débiteurs	2	38 071 536	36 186 465	36 959 184
Placements de portefeuille	3	2 000 000	2 000 000	2 137 582
Autres	4	332 291	322 291	422 291
	5	56 149 539	58 899 873	62 478 715
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	85 464 688	78 085 712	88 843 425
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	7 158 500	7 567 700	7 158 500
Autres	9	8 945 643	9 675 198	11 643 841
	10	101 568 831	95 328 610	108 054 966
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(45 419 292)	(36 428 737)	(45 576 251)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	12	180 839 118	177 283 820	196 125 530
Autres	13	2 361 861	2 321 287	4 098 886
	14	183 200 979	179 605 107	200 224 416
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	7 863 582	9 962 994	11 556 462
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 527 732	4 418 868	4 775 759
Réserves financières et fonds réservés	17	1 877 612	2 106 914	2 260 421
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	183 333 )	137 500 )	137 500 )
Financement des investissements en cours	19	1 826 514	1 191 125	2 173 310
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	122 869 580	125 633 969	134 019 713
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	137 781 687	143 176 370	154 648 165

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES**  
**ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Fonds auto assurance	23	1 009 098	1 002 562
▪ Budget 2021	24		2 525 170
▪ Budget 2022	25	3 409 770	
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	4 418 868	3 527 732
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	33	356 891	172 927
	34	4 775 759	3 700 659
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Administration municipale			
▪	35	2 106 914	1 877 612
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	36	153 507	160 036
	37	7 036 180	5 738 307

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	52 433 695
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	63 230 561

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
<b>Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal</b>			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	178 431	178 431
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	65 076 249	72 388 598
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
<b>Dettes à long terme à la charge des tiers</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	23 950 724	25 005 088
Autres	8		
<b>Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement</b>			
	9		
	10	89 205 404	97 572 117

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	46 942 224	47 350 180	47 713 005	47 713 005
Compensations tenant lieu de taxes	12	3 165 020	3 112 210	3 165 774	3 144 428
Quotes-parts	13				
Transferts	14	3 109 357	1 925 130	2 506 791	3 763 121
Services rendus	15	21 480 683	21 925 940	20 202 130	21 536 910
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 069 519	1 059 300	1 774 582	1 774 582
Autres	17	471 691	269 280	661 522	928 012
	18	76 238 494	75 642 040	76 023 804	78 860 058
<b>Investissement</b>					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	815 723		1 850 185	1 850 185
Autres	22				
	23	815 723		1 850 185	1 850 185
	24	77 054 217	75 642 040	77 873 989	80 710 243

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	9 623 269	8 732 586	151 804	8 884 390	9 437 088	9 319 883
Sécurité publique							
Police	2	3 342 170	3 388 981	21 318	3 410 299	3 410 299	3 282 481
Sécurité incendie	3	2 660 127	2 790 237	160 106	2 950 343	2 950 343	2 695 518
Autres	4	366 000	361 894		361 894	361 894	348 357
Transport							
Réseau routier	5	8 076 586	7 553 543	1 973 794	9 527 337	9 527 337	9 167 791
Transport collectif	6	1 383 105	1 252 925	4 674	1 257 599	1 257 599	1 048 527
Autres	7	1 198 747	1 034 909	82	1 034 991	1 034 991	1 052 813
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	5 192 405	5 930 947	3 178 611	9 109 558	9 109 558	8 294 710
Matières résiduelles	9	2 573 749	2 473 551	5 694	2 479 245	3 878 635	3 565 801
Autres	10	2 646	960		960	960	
Santé et bien-être	11	407 310	386 000		386 000	386 000	368 280
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 818 166	1 731 469	39 734	1 771 203	1 771 203	1 861 508
Promotion et développement économique	13	1 934 887	1 895 328	210 235	2 105 563	3 493 555	2 727 003
Autres	14	332 480	407 604		407 604	407 604	448 498
Loisirs et culture	15	9 632 922	9 160 640	978 664	10 139 304	10 141 560	9 841 853
Réseau d'électricité	16	17 536 801	15 593 726	275 482	15 869 208	15 869 208	16 769 355
Frais de financement	17	3 069 900	2 783 808		2 783 808	3 080 883	3 639 515
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	69 151 270	65 479 108	7 000 198	72 479 306	76 118 717	74 431 893
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	6 933 327	7 000 198 (	7 000 198 )			
	21	76 084 597	72 479 306		72 479 306	76 118 717	74 431 893

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020		Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	815 723	1 850 185		1 850 185
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	8 271 364 )(	4 504 486 )(	93 073 )(	4 597 559 )
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	) (	) (	) (	) (
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 481 051	1 310 820		1 310 820
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	157 983	178 924	17 532	196 456
Excédent accumulé	6	245 001	556 324	58 038	614 362
	7	(1 387 329)	(2 458 418)	(17 503)	(2 475 921)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(571 606)	(608 233)	(17 503)	(625 736)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

*Extrait du rapport financier, page S14*